

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1317

Rubrik: Logements sociaux

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un chômeur peut en cacher un autre

LA GRANDE-BRETAGNE affiche un taux de chômage (5,5% en juillet 1997) relativement bas comparé aux autres pays européens. Cette bonne performance vient conforter les tenants d'un marché du travail flexible, seul à même, prétendent-ils, de générer des emplois.

La réalité est moins rose. En fait le taux d'activité des hommes d'âge actif a brutalement chuté (-9%) entre 1992 et 1995. La pratique des retraites anticipées, l'augmentation du nombre des jeunes dans l'éducation supérieure, le retrait volontaire du monde du travail rémunéré et la progression rapide du nombre des bénéficiaires de prestations d'invalidité expliquent cette évolution.

C'est dire que le taux de chômage calculé sur la base du nombre des personnes touchant une allocation de chômage ne donne qu'une image dé-

formée de la situation de l'emploi. Que signifie un taux de chômage de 5,5% quand on sait qu'en Grande-Bretagne un ménage d'âge actif sur cinq ne comprend aucun adulte en emploi?

Les chiffres réels

Deux récentes études basées sur des critères plus larges d'absence d'emploi (chômeurs au sens étroit, actifs découragés quittant le marché du travail, participants de programmes d'occupation ou de formation, personnes sans emploi et désirant travailler ou occupées à temps partiel et souhaitant un emploi à plein temps) concluent à un taux de chômage variant de 10 à 15%.

jd

Bulletin du Centre d'études de l'emploi, n° 23, septembre 1997, 93166, Noisy-le-Grand.

LOGEMENTS SOCIAUX

La critique justifiée des squatters

GENÈVE, LES OCCUPATIONS d'immeubles sont tolérées pour autant qu'aucun projet de rénovation ou de construction n'ait été accepté. L'expulsion récente de squatters dans le quartier des Grottes et la menace d'expulsion qui plane sur des occupants d'immeubles à Plainpalais obéissent à cette règle. Alors qu'en général les squatters s'y plient bon gré mal gré, dans ces cas particuliers les intéressés résistent et dénoncent l'hypocrisie qui consiste à blanchir des opérations spéculatives avec l'aide de l'État. Explications.

De spéculation en subventionnement

Les immeubles en question ont été touchés par la vague spéculative qui a déferlé sur Genève dans les années 80. Achats, ventes et reventes se succèdent alors à un rythme rapide et font grimper les prix. Mais la bulle a éclaté et la

chute fut rude. Ces immeubles sont officiellement vides depuis plusieurs années. Aujourd'hui les propriétaires cherchent à se retourner grâce à l'aide de l'État et de la loi HLM qui stipule que le canton peut subventionner à fonds perdus pendant vingt ans un projet immobilier, contrôlant en contrepartie le niveau des loyers.

Des logements adaptés aux besoins

Les squatters délogés posent dès lors la question: est-ce le rôle des pouvoirs publics de venir au secours de propriétaires téméraires, de plus pour réaliser des logements dont le prix n'est pas particulièrement avantageux? Cet argent viendrait à point pour soutenir des projets plus modestes et plus conformes aux besoins d'usagers à revenus modestes, tels qu'ils sont présentés par des coopératives et des mouvements associatifs.

dm

Les économistes suisses seront-ils nobélisables ?

DANS LA WELTWOCH (16 octobre 1997), Silvio Bertolami asticote la corporation des économistes suisses.

«Le fait est curieux: dans notre pays, nous avons des économistes qui se pavent sur le plateau de l'émission de télévision «Arena» comme s'ils appartenaient à l'élite mondiale de leur discipline. D'autres professeurs suisses d'économie illustrent le principe du rendement maximal au moindre coût; après avoir fait une découverte – assez rarement à vrai dire – ils la publient dans d'innombrables articles. D'autres encore sont passés maîtres dans l'art de s'adapter à l'esprit du temps. Et n'oublions pas ceux qui sans sourciller viennent à bout des plus béantes contradictions. Alors qu'ils bénéficient d'un statut de fonctionnaire assorti d'un salaire confortable, ils s'enthousiasment pour l'économie de marché pure et dure.

«Oui, le fait est curieux: autant de talent qui n'est pas vraiment reconnu. Le prix Nobel a été décerné à dix-huit reprises à des personnalités helvétiques. En chimie et en physique, en médecine et en littérature et même le prix Nobel de la paix. Seuls les économistes n'ont pas encore décroché la plus haute distinction. Il est donc grand temps qu'ils appliquent à eux-mêmes les recettes bon marché dont ils font si facilement bénéficier autrui. Comment procéder pour que les économistes suisses passent rapidement de troisième en première ligue? Une réponse adéquate nous vaudrait peut-être le prix Nobel d'économie l'an prochain déjà ».

(traduction DP)

Médias

Cri du cœur d'un actionnaire du *Journal de Genève et Gazette de Lausanne* lorsque le titre *Le Temps* a été prononcé: «Le temps c'est de l'argent».

L'HEBDOMADAIRE ALÉMANIQUE *Wochenzeitung (WoZ)* a été envoyé pendant quatre semaines aux membres du PSS germanophones pour essayer d'en faire des abonnés. Le journal cherche un million auprès de ses lecteurs afin d'assurer sa pérennité.

cfp